



**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS**

15 RUE DE VAUGIRARD – 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-apj@senat.fr

**PALAIS DU LUXEMBOURG
ET DÉPENDANCES**

**SÉCURISATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER
DU 64 BOULEVARD SAINT-MICHEL**

Marché de travaux

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)
COMMUN AUX LOTS N^{OS} 1 ET 2**

MARS 2024

SOMMAIRE

Page

1. Objet du marché – Dispositions générales.....	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Forme du marché – Pouvoir adjudicateur	5
1.3 Décomposition par lots	5
1.4 Durée et délais	6
1.5 Maîtrise d’ouvrage et maîtrise d’œuvre	7
1.6 Ordres de service.....	7
1.7 Coordination en matière de sécurité et protection de la santé.....	7
2. Pièces constitutives du marché	7
3. Prix et variation dans les prix – Avance – Règlement des comptes	8
3.1 Détermination et contenu du prix	8
3.2 Variation dans les prix.....	9
3.2.1 Mois d’établissement du prix	9
3.2.2 Index de référence	10
3.2.3 Modalités de révision des prix	10
3.3 Avance.....	10
3.4 Règlement des comptes.....	11
3.4.1 Décomptes et acomptes mensuels	11
3.4.2 Demande de paiement finale - Décompte général et définitif.....	12
3.4.3 Application de la taxe sur la valeur ajoutée	13
3.4.4 Monnaie de compte du marché	13
3.4.5 Délai de paiement.....	13
4. Missions de l’entrepreneur titulaire.....	13
4.1 Obligations de l’entrepreneur titulaire	13
4.2 Qualification de l’entrepreneur titulaire	15
4.3 Obligations de neutralité, de confidentialité et de discrétion professionnelles....	15
4.4 Stabilité de l’équipe.....	16
5. Exécution du marché	16
5.1 Horaires du chantier	16
5.2 Période de préparation de chantier – Organisation de l’exécution des travaux.	17
5.3 État des lieux	18

5.4	Plans d'exécution – Notes de calculs – Modes opératoires – Échantillons	18
5.4.1	Plans d'exécution – Notes de calculs – Modes opératoires	18
5.4.2	Échantillons et prototypes	19
5.5	Autocontrôle – Bons à fermer	20
5.5.1	Autocontrôle	20
5.5.2	Bons à fermer	20
5.6	Accès au site	20
5.6.1	Circulation et autorisations d'accès	20
5.6.2	Accès des véhicules et livraisons	21
5.7	Organisation du chantier	22
5.7.1	Réunions de chantier	22
5.7.2	Procès-verbal des réunions de chantier	22
5.7.3	Tenue du planning	22
5.7.4	Utilisation de la langue française	22
5.7.5	Échafaudages et moyens de levage	23
5.7.6	Permis de feu – Extincteurs	23
5.7.7	Dépôt de matériel et de matériaux	23
5.7.8	Base-vie	24
5.7.9	Nettoyage de chantier	24
5.7.10	Gestion des déchets	24
5.8	Opérations préalables à la réception – Réception	25
5.9	Documents fournis après exécution	25
5.10	Sous-traitance	25
5.10.1	Généralités	25
5.10.2	Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché	26
5.10.3	Modalités de paiement direct	27
6.	Modifications de la consistance des travaux	27
6.1	Travaux modificatifs et supplémentaires	27
6.2	Décision de poursuivre	27
6.3	Augmentation ou diminution du montant des travaux	28
7.	Assurances et garanties	28
7.1	Assurances	28
7.1.1	Assurance de responsabilité civile professionnelle	28
7.1.2	Assurance couvrant la responsabilité décennale du titulaire	28
7.2	Garanties	29
7.2.1	Garantie de parfait achèvement	29
7.2.2	Retenue de garantie	29
7.2.3	Garantie de bon fonctionnement	29
7.2.4	Garantie décennale	29
8.	Pénalités	30
8.1	Stipulations générales relatives aux pénalités	30
8.2	Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard	30
8.2.1	Généralités	30

8.2.2	Provision pour pénalités et pénalités de retard lors de la préparation de chantier	30
8.2.3	Provisions pour pénalités et pénalités de retard lors de l'exécution des travaux .	31
8.2.4	Provisions pour pénalités et pénalités de retard lors de la phase de réception des travaux	31
8.3	Pénalités particulières.....	31
9.	Responsabilité du titulaire en cas de dommages.....	32
10.	Résiliation, mesures coercitives	32
10.1	Résiliation.....	32
10.2	Mesures coercitives.....	33
11.	Attribution de compétence.....	33
12.	Convention sur la preuve	33
13.	Dérogations aux documents généraux	34

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le Sénat est propriétaire d'un ensemble immobilier sis 64 boulevard Saint-Michel, dans le VI^e arrondissement de Paris. Cet ensemble immobilier se compose de plusieurs bâtiments, figurant sur le plan joint au dossier de consultation : bâtiment donnant sur le boulevard Saint-Michel, Hôtel des Chartreux, bâtiment intermédiaire entre ces deux bâtiments et Orangerie Auguste Comte, auxquels s'ajoutent des serres.

Le projet de sécurisation de l'ensemble immobilier du 64 boulevard Saint-Michel comprend :

- la restauration, la sécurisation et la motorisation de la grille « des serres » ;
- la restauration du muret adjacent à la grille « des serres » ;
- la restauration et la sécurisation de la grille « des lions » ;
- la restauration et la sécurisation de la grille motorisée du 2 rue Auguste Comte ;
- la création d'un coffre avec serrures pour la grille donnant sur le jardin de l'École des Mines ;
- l'obturation d'un puits dans l'Hôtel des Chartreux ;
- le déploiement d'un système de sûreté dans l'enceinte de l'ensemble immobilier ;
- la création d'un éclairage dans l'Allée des serres.

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux nécessaires à la mise en œuvre du projet, à l'exception de certains travaux d'électricité et de sûreté et des travaux de voirie et réseaux divers (VRD) qui seront exécutés dans un autre cadre juridique.

Dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et dans l'ensemble des pièces du dossier de consultation des entreprises, l'expression « *entreprises de travaux concourant à l'opération* » désigne à la fois les titulaires des deux lots du présent marché, l'entreprise en charge des travaux d'électricité et de sûreté qui n'en relèvent pas et l'entreprise en charge des travaux de voirie et réseaux divers.

1.2 Forme du marché – Pouvoir adjudicateur

Le présent marché est un marché de travaux passé par un pouvoir adjudicateur.

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

1.3 Décomposition par lots

Le présent marché comporte deux lots :

- le lot n° 1 « Déplombage – Serrurerie – Ferronnerie – Peinture – Dorure » ;

- le lot n° 2 « Gros œuvre - Maçonnerie ».

Le présent CCAP est commun à ces deux lots.

1.4 Durée et délais

Le marché débute à compter de sa notification. Il prend fin à la réception des travaux.

Un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux est annexé au présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP). Les dates indiquées dans ce calendrier sont indicatives et susceptibles d'être modifiées par le maître d'ouvrage, sans ouvrir droit au versement d'une indemnité. Le délai global de l'opération, ainsi que les délais intermédiaires mentionnés dans le calendrier prévisionnel d'exécution, s'entendent, quant à eux, comme des **délais maximum de valeur contractuelle**.

Les prestations non expressément mentionnées dans le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux devront être exécutées dans le délai global d'exécution, en cohérence avec l'avancement des travaux.

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-Travaux, et conformément à la pratique la plus courante des marchés publics de travaux, les délais exprimés en jours dans le calendrier prévisionnel d'exécution s'entendent en jours ouvrés (soit du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés prévus à l'article L. 3133-1 du code du travail). En outre, le mois d'août et la période comprise entre le 25 décembre et le 1^{er} janvier sont considérés comme chômés.

Toutefois, si cela s'avère nécessaire au respect des délais d'exécution prévus au calendrier prévisionnel d'exécution, l'entrepreneur devra, sans supplément de prix, travailler à plusieurs postes et/ou le week-end, ou encore pendant des périodes considérées ci-dessus comme chômées, ainsi qu'en horaires de nuit, dans le respect du droit du travail. Il est par ailleurs souligné que les pénalités de retard prévues à l'article 8. **Pénalités** du présent CCAP sont calculées par jour calendaire de retard.

Les délais d'exécution proposés par le titulaire dans son offre, s'ils sont inférieurs à ceux résultant du calendrier prévisionnel d'exécution, s'y substituent et ont valeur contractuelle

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, les délais contractuels courront à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire de débiter l'exécution du marché, sans qu'il y ait lieu de délivrer un ordre de service distinct fixant la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Au cours de la période de préparation de chantier, puis à tout moment au cours de l'exécution des travaux, un calendrier d'exécution actualisé pourra être notifié par le maître d'ouvrage à l'entreprise titulaire et aux entreprises concourant à l'opération, par ordre de service. Ce calendrier actualisé s'appliquera de plein droit et aura valeur contractuelle, par dérogation à l'article 28.2.3 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux).

En cas de contestation sur les délais d'exécution prévus par ce calendrier actualisé, l'entrepreneur devra faire connaître à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage ses observations au plus tard 8 jours calendaires (par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux) après réception de l'ordre de service. Passé ce délai, aucune contestation ne sera recevable.

Tout dépassement des délais prévus par le calendrier prévisionnel d'exécution ou, le cas échéant, par le calendrier d'exécution actualisé entraînera l'application des pénalités prévues par l'article **Pénalités** du présent cahier des clauses administratives particulières.

1.5 Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'ouvrage est représentée par le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, et par les personnes qu'il désigne.

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'Architecte en chef du Sénat et ses représentants.

Des missions d'assistance à maîtrise d'œuvre ont été confiées au groupement d'intérêt économique INGENIERIE & CO (85 rue du Dessous des Berges – 75013 PARIS), en ce qui concerne les travaux de maçonnerie et les travaux d'électricité et de sûreté.

1.6 Ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont établis et notifiés par le seul maître d'ouvrage.

L'entrepreneur titulaire doit accuser réception de chaque ordre de service qui lui a été notifié, puis le retourner à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins dûment daté et signé, au plus tard huit jours après réception. Passé ce délai, aucune contestation ne sera recevable, par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux.

1.7 Coordination en matière de sécurité et protection de la santé

La coordination en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs (coordination SPS) sera assurée par l'entreprise SOCOTEC CONSTRUCTION (5 place des frères Montgolfier – 78280 Guyancourt).

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

1. l'acte d'engagement (AE) de chacun des lots et ses éventuelles annexes ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots et ses annexes ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chacun des lots et ses annexes ;

4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*Journal officiel* du 1^{er} avril 2021) ;
5. les prix d'unité compris dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de chacun des lots (dont les quantités sont en revanche indicatives) ;
6. le rapport de diagnostic avant travaux visant à détecter la présence de plomb ;
7. le plan général de coordination (PGC) ;
8. l'offre technique du titulaire ;
9. les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification du marché.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, la notification du marché comprendra une copie de l'acte d'engagement et des éventuelles propositions ou précisions apportées en cours de négociation, ainsi que du planning. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

Le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE), ainsi que des caractéristiques du site concerné et de toutes les contraintes et sujétions prévisibles au moment de l'établissement de son offre, notamment celles liées à la situation sanitaire, au planning d'exécution et à la réalisation de travaux en milieu occupé, dans un site sensible sur les plans institutionnel, sécuritaire et patrimonial.

Tout ouvrage figurant aux documents graphiques et non décrit dans les pièces écrites est formellement dû, et *vice versa*.

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

Le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition, générale ou spécifique, sans l'accord exprès du maître d'ouvrage.

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi en cas de litige.

3. PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX – AVANCE – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 Détermination et contenu du prix

Les prestations sont rémunérées à prix global et forfaitaire.

L'entrepreneur titulaire sera tenu d'exécuter les travaux au prix global et forfaitaire auquel il s'est engagé.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article **Prix** de l'acte d'engagement prévaudra sur toutes les autres indications.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales ou autres, s'appliquant à la prestation, ainsi que notamment les frais liés :

- au transport à pied d'œuvre, au stockage, à l'installation des équipements, suivant les instructions du maître d'ouvrage ;
- aux contraintes d'accès au site et aux modalités de circulation jusqu'au chantier ;
- aux modifications des horaires du chantier à l'initiative du Sénat ;
- au calendrier d'exécution des travaux ;
- aux protections provisoires qui devront être mises en place pendant le transport et la durée du chantier afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, puis enlevées en fin d'intervention ;
- à la réfection et au remplacement éventuel des ouvrages ou matériels jugés défectueux en cours d'exécution, lors de la réception ou pendant le délai de garantie ;
- aux nettoyages quotidien et final des ouvrages réalisés par l'entrepreneur et à l'enlèvement de tous déchets, chutes, débris de toutes sortes ou gravois provenant des travaux ;
- d'une manière générale, à tous travaux et façons complémentaires nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages.

Ce prix ne rémunère pas les honoraires du coordonnateur SPS, directement pris en charge par le Sénat.

3.2 Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions fixées ci-après.

3.2.1 Mois d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois qui précède la date limite de remise des offres, par dérogation à l'article 9.4.4. du CCAG-Travaux. Ce mois est appelé mois zéro.

3.2.2 Index de référence

L'index de référence (ci-dessous noté I) est :

- pour le lot n° 1 « Déplombage – Serrurerie – Ferronnerie – Peinture – Dorure », l'index du bâtiment **BT42** « Menuiserie en acier et serrurerie », base 2010 (identifiant INSEE 001710975) ;
- pour le lot n° 2 « Gros Œuvre - Maçonnerie », l'index du bâtiment **BT03** « Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtements et plâtrerie) », base 2010 (identifiant INSEE 001710951) ;

3.2.3 Modalités de révision des prix

La révision du prix est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision C donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs de l'index de référence I mentionné à l'article 3.2.2, respectivement au mois zéro et au mois n (mois de réalisation de la prestation ou de la part de prestation concernée).

En cas de retard imputable au titulaire, la révision du prix se fait sur la base de la valeur de l'index de référence à la date d'achèvement contractuelle des prestations. Toutefois, par dérogation à l'art. 9.4.4 du CCAG-Travaux, la valeur de l'index de référence retenue sera celle de la date d'achèvement effectif des prestations si cette valeur est inférieure à celle de l'index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

Les révisions sont mensuelles suivant les demandes d'acomptes des titulaires mentionnées à l'article 3.4.1.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, qu'il joindra à ses projets de décompte, avec justifications à l'appui. À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

3.3 Avance

En application des articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, et conformément à l'option A de l'article 10.1. du CCAG-Travaux, une avance peut être versée, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Son montant est égal à 5 % du montant initial TTC du marché.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30 % du montant initial TTC du marché.

Le mandatement de l'avance intervient dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle le délai contractuel d'exécution a commencé à courir. Son montant ne sera pas révisé.

Conformément aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial TTC du marché.

Une avance peut être versée aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est supérieur au seuil fixé à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique. Le montant de cette avance vient alors en déduction de celle éventuellement versée au titulaire.

Le versement de cette avance, dont le montant est limité à 5 % du montant TTC des travaux sous-traités – et à 30%, en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, si le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 précité –, ainsi que son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur titulaire principal : celui-ci en est comptable.

3.4 Règlement des comptes

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-Travaux, sous réserve des dérogations mentionnées ci-dessous.

L'acte d'engagement indique, en outre, ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses co-traitants et sous-traitants éventuels.

3.4.1 Décomptes et acomptes mensuels

Le titulaire est rémunéré après service fait.

Chaque mois, l'entrepreneur titulaire adresse à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, *via* la plateforme EDIFLEX¹, un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Ce montant est établi à partir des prix d'unité de la DPGF, hors TVA.

Chaque projet de décompte doit être adressé à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins **au plus tard le 5 du mois suivant celui auquel il se rapporte.**

Après vérification par la maîtrise d'œuvre, le projet de décompte devient le décompte mensuel.

¹ Une formation à l'utilisation de cette plateforme électronique pour les entreprises intéressées pourra être organisée au moment de la phase de préparation de chantier par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

3.4.2 Demande de paiement finale - Décompte général et définitif

Le présent 3.4.2 déroge ou apporte les précisions suivantes aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux qui, pour le reste, demeurent inchangés.

3.4.2.1 Demande de paiement finale

Le titulaire notifie son projet de décompte final à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, *via* l'outil dématérialisé choisi par le Sénat pour le marché, dans le délai prévu à l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient le décompte final. En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins établit d'office, sans mise en demeure préalable, le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général.

3.4.2.2 Décompte général définitif – Solde

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins établit le décompte général, qui comprend les éléments mentionnés à l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, et le notifie au titulaire dans le délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement finale du titulaire ou, si celui-ci n'a pas notifié son projet de décompte final dans le délai prévu à l'article 12.3 du CCAG-Travaux, à tout moment.

Dans le délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne, le cas échéant, la mention prévue à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, il est fait application des stipulations de l'article 12.4.3 du même CCAG.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins le décompte général revêtu de sa signature dans le délai de 30 jours fixé au deuxième alinéa du présent 3.4.2.2, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui. Il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ne notifie pas au titulaire le décompte général dans le délai de 60 jours prévu au premier alinéa, le titulaire la met en demeure de le faire dans le délai de 30 jours. Si cette mise en demeure reste sans effet, le titulaire est autorisé à saisir le tribunal administratif compétent. Dans le cas contraire, il est procédé conformément aux stipulations des alinéas qui précèdent.

3.4.3 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des travaux.

3.4.4 Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

3.4.5 Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L. 2192-10 à L. 2192-14 et R. 2192-12 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L. 2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

4. MISSIONS DE L'ENTREPRENEUR TITULAIRE

4.1 Obligations de l'entrepreneur titulaire

L'entrepreneur titulaire réalise les ouvrages qui lui sont confiés conformément aux conditions de son marché et aux règles de sa profession. Il est tenu de se conformer aux instructions de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage, à la réglementation nationale et aux arrêtés municipaux et départementaux, et de faciliter la tâche de la maîtrise d'œuvre.

Le titulaire se conformera aux instructions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS), ainsi qu'à l'ensemble des prescriptions de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP) concernant la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19. Le coût de l'ensemble des éventuels équipements, aménagements et contraintes d'organisation liés à la mise en œuvre de ces

prescriptions (actuelles et, par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-Travaux, le cas échéant à venir) est à la charge du titulaire. Aucun surcoût ne pourra être facturé au Sénat à ce titre.

Le titulaire du marché a la responsabilité de la coordination avec ses sous-traitants éventuels et s'assure de la présence permanente des équipes et du personnel d'encadrement qualifié (au minimum le chef de chantier) nécessaires à la bonne marche du chantier. **À aucun moment celui-ci ne doit laisser ses sous-traitants éventuels sur le chantier sans la présence d'un représentant qualifié de son équipe.**

L'entrepreneur titulaire recherche dans le cadre des conditions contractuelles les procédés, équipements et matériaux les plus aptes à la réalisation de ses ouvrages. Il procède aux essais nécessaires. Il en soumet les résultats à la maîtrise d'œuvre.

Il établit les plans d'exécution détaillés, nécessaires à l'installation et au fonctionnement du projet à partir des plans et documents contenus dans le dossier de consultation, dans les délais fixés par la maîtrise d'œuvre.

Il transmet au maître d'œuvre, dans les délais définis par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, tous les documents nécessaires (plans d'exécution, caractéristiques des matériels et matériaux, mode opératoire, phase et méthode, *etc.*), notamment pour la réalisation des contrôles, ainsi que tous les éléments qui lui seront demandés.

Il fournit au maître d'œuvre, sur sa demande, un état détaillé, indiquant les catégories de main-d'œuvre employées sur le chantier ainsi que toute autre information relative aux matériaux d'exécution, équipements et autres.

Il assure son propre autocontrôle ; pour ce faire, il nomme le responsable de l'autocontrôle pour ses prestations dès la période de préparation de chantier.

Il assure, sous le contrôle de la maîtrise d'œuvre, toutes les prestations nécessaires à la réalisation de ses travaux, et respecte à ses frais les avis et prescriptions applicables aux travaux de bâtiment qui pourraient lui être imposés par la maîtrise d'œuvre.

Conformément aux stipulations du marché, et sous le contrôle du maître d'œuvre, il assure la fourniture, l'installation et le montage de tous les équipements et installations décrits dans le dossier de consultation des entreprises.

Il prépare les opérations de réception.

Il procède aux essais et réglages nécessaires à la mise en service et à la réception des installations. Il en transmet les comptes rendus préalablement aux visites de réception.

Il procède aux travaux nécessaires à la levée des réserves prononcées lors de la réception.

Il fournit au maître d'œuvre avant les opérations préalables à la réception :

- les notices techniques et les plans nécessaires à l'installation, au fonctionnement et à la maintenance de tous les équipements et installations ;
- les plans d'exécution des installations telles qu'elles ont été réalisées.

Il assume les prestations nécessaires au respect des garanties auxquelles il est astreint.

L'entrepreneur titulaire s'engage :

- à faire tout le nécessaire pour un parfait achèvement des prestations, toute erreur ou omission restant à sa charge ;
- à connaître exactement les lieux et leurs accès, les conditions de travail et toutes sujétions dues notamment à la réalisation de travaux exécutés en milieu occupé ;
- à faire son affaire de tout moyen mécanique ou manuel nécessaire à la réalisation de ses prestations ;
- à tout mettre en œuvre pour respecter les délais contractuels, ce qui peut impliquer si nécessaire des interventions en soirée ou le week-end, après accord de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ;
- à réclamer à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins tous les plans nécessaires à la parfaite compréhension du travail à exécuter ;
- à vérifier toutes les cotes sur place, après avoir pris connaissance des installations existantes ;
- à soumettre avant toute commande à l'approbation de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, et notamment à l'Architecte en chef du Sénat, les modèles, échantillons, matériaux et matériels ;
- à soumettre à l'approbation de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins tous ses plans d'exécution, avant intervention.

4.2 Qualification de l'entrepreneur titulaire

L'entrepreneur titulaire a été déclaré attributaire du marché compte tenu de ses capacités professionnelles, techniques et financières. Si, pour quelque raison que ce soit, il venait à perdre sa qualification ou sa compétence, le marché pourrait être résilié sans indemnité par le pouvoir adjudicateur.

4.3 Obligations de neutralité, de confidentialité et de discrétion professionnelles

Le titulaire est tenu, pour les membres de son personnel et ceux de ses sous-traitants, aux obligations de neutralité – politique et religieuse –, de discrétion et de confidentialité professionnelles dans l'exercice de ses missions.

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, les obligations de confidentialité et de discrétion auxquelles il se conforme sont les suivantes.

Les membres du personnel de l'entreprise titulaire et ceux de ses sous-traitants éventuels sont liés en particulier par une stricte obligation de confidentialité professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils pourraient avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Outre l'obligation de stricte confidentialité qui leur incombe au titre des plans, logiciels ou prestations liés à l'objet du marché, il leur est spécialement interdit :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tout renseignement ou document (écrit ou audiovisuel) concernant les travaux du Sénat ;

- de rapporter des faits qui peuvent se passer dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication du fait de leurs fonctions, ou des informations sur des travaux réalisés à l'aide de ces documents.

Les membres du personnel de l'entreprise titulaire et ceux de ses sous-traitants éventuels doivent veiller à éviter toute négligence qui pourrait conduire à la diffusion d'informations ou de documents par des tiers.

Toute publication (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) portant sur les travaux faisant l'objet du présent marché devra faire l'objet d'une autorisation préalable écrite du Sénat.

4.4 Stabilité de l'équipe

Le titulaire du marché s'engage à maintenir les équipes et leur configuration (attributions et niveau d'implication dans l'exécution des prestations) telles que présentées lors de la remise des offres. Il reconnaît l'importance, pour le pouvoir adjudicateur, des intervenants affectés à l'opération, et s'attache à assurer la stabilité de l'équipe, et tout particulièrement celle du chef de projet (personne désignée nommément dans l'offre du titulaire pour assurer la conduite du projet).

Si la personne désignée comme chef de projet n'est plus en mesure de remplir sa mission en cours d'exécution ou s'absente temporairement, le titulaire doit lui désigner un remplaçant justifiant d'un niveau de qualification et d'une expérience au moins équivalents, et en communiquer les nom et titres à la maîtrise d'ouvrage, qui dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de cette information pour agréer le remplaçant.

Si la maîtrise d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le maître d'ouvrage.

D'une manière générale, pendant toute la durée d'exécution des prestations, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit d'obtenir, pour des raisons dûment motivées, le remplacement du chef de projet ou tout membre de l'équipe en charge.

5. EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 Horaires du chantier

Les travaux prévus à l'extérieur des bâtiments devront avoir lieu pendant les horaires d'ouverture du Jardin du Luxembourg, annexés au présent CCAP. Il est précisé que le Jardin du Luxembourg peut faire l'objet de mesures de fermeture exceptionnelles pour des motifs tenant soit à la sécurité de ses usagers, soit à la sûreté du Palais du Luxembourg et de ses dépendances. Les entreprises devront alors se conformer, sans frais supplémentaires pour le Sénat, à ces contraintes.

Les travaux dans les bâtiments auront lieu, en principe, entre 7 heures 30 et 18 heures.

Les jours ordinaires de chantier sont compris entre le lundi et le vendredi.

Afin d'assurer le respect des délais d'exécution, les titulaires pourront être autorisés par la maîtrise d'ouvrage à intervenir sur site en dehors des jours et horaires susmentionnés.

Les travaux les plus bruyants devront être exécutés aux jours et horaires prescrits par la maîtrise d'ouvrage ; il pourra notamment être exigé que ces travaux aient lieu le week-end ou en horaires décalés.

5.2 Période de préparation de chantier – Organisation de l'exécution des travaux

Il est fixé, dans le calendrier prévisionnel d'exécution, une période de préparation de chantier qui est comprise dans le délai d'exécution. Sa date de démarrage est fixée par ordre de service conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux.

Dès la période de préparation de chantier, des réunions sont organisées, en tant que de besoin, par la maîtrise d'œuvre, en vue de préparer la réalisation des travaux. **L'entrepreneur titulaire est tenu d'assister à ces réunions**, sous peine des pénalités prévues à l'article 8 **Pénalités** ci-après. Ces réunions sont présidées par le représentant de la maîtrise d'œuvre.

Conformément aux articles 28.2. et 28.3 du CCAG-Travaux, il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes:

- constitution des équipes d'encadrement de chantier et présentation à la maîtrise d'œuvre ;
- remise des demandes d'acceptation de sous-traitants ;
- remise à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins des éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux (et plus particulièrement les temps de tâche) ;
- sur la base du plan général de coordination (PGC) établi par le coordonnateur SPS : élaboration d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé et visite d'inspection commune ;
- validation des méthodologies proposées par le titulaire pour l'exécution des travaux, préparation de la co-activité entre les entreprises de travaux concourant à l'opération ;
- préparation des installations de chantier ;
- remise à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins de la liste prévisionnelle des plans d'exécution des tâches que l'entrepreneur titulaire envisage de réaliser, avec les dates prévisibles de remise de ces plans ;
- fourniture des premiers plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux et à l'article 5.4 **Plans d'exécution – Notes de calculs – Modes opératoires – Échantillons** ci-après ;
- fourniture de toutes les pièces demandées par la maîtrise d'œuvre ;

- présentation des premiers échantillons ;
- remise d'une documentation technique des matériaux et matériels dont l'emploi est envisagé.

La non-exécution, même partielle, d'une ou plusieurs de ces prestations, donne lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 8 **Pénalités** ci-après.

5.3 État des lieux

Avant tout commencement d'exécution des travaux, il sera dressé un état des lieux contradictoire dans les emprises de chantier intérieures et extérieures et à leurs abords, comprenant un reportage photographique des désordres existants. Cet état des lieux sera signé par le représentant de la maîtrise d'ouvrage, par le maître d'œuvre et par les représentants des entreprises de travaux concourant à l'opération.

En cas de dégradations constatées en cours de chantier, si le responsable ne peut être identifié, les frais de remise en état seront imputés aux différentes entreprises de travaux concourant à l'opération au prorata du montant de leur marché.

5.4 Plans d'exécution – Notes de calculs – Modes opératoires – Échantillons

5.4.1 Plans d'exécution – Notes de calculs – Modes opératoires

Les spécifications techniques détaillées et les plans de principe des ouvrages sont joints au dossier de consultation des entreprises.

Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par l'entrepreneur titulaire et soumis en même temps que les notes de calculs, les modes opératoires et les phasages correspondants à l'approbation de la maîtrise d'œuvre. Les plans sont cotés et toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions du projet afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. **L'échelle minimale des plans est de 1/50.**

L'entrepreneur titulaire doit transmettre à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins par voie électronique les plans des ouvrages et les notes techniques, quinze jours calendaires au plus tard avant le démarrage de ses prestations.

Le maître d'œuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages. L'établissement des plans d'exécution et les nomenclatures correspondantes, les descriptifs des matériels proposés, ainsi que tout document nécessaire aux parfaites définition et exécution des ouvrages, sont à la charge de l'entrepreneur titulaire. Le maître d'œuvre synthétisera l'ensemble des plans d'exécution des marchés afin de vérifier la bonne cohérence des ouvrages et des détails architecturaux et techniques.

Le visa porté par le maître d'œuvre sur un document atteste que celui-ci a été présenté à la date indiquée. **La responsabilité de l'entrepreneur titulaire sur le contenu des documents transmis au maître d'œuvre reste entière**, même si ce document a été vérifié, accepté et visé par ce dernier.

L'entrepreneur titulaire se doit de transmettre tout document complémentaire, lié au projet, demandé par le maître d'œuvre.

En cas de non-conformité à la réglementation ou au projet, l'entrepreneur titulaire se doit d'accepter et de prendre à sa charge toute rectification ou modification du dossier d'exécution visant à y remédier.

En aucun cas les plans annexés au CCTP ne pourront servir de plans d'exécution.

Aucun travail ne peut être exécuté sans l'accord formel et préalable de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Tout ouvrage qui serait réalisé sans cet accord pourra être détruit ou démonté.

Tous les plans sont établis à l'aide d'outils de dessin assisté par ordinateur (DAO), dans un format compatible avec le logiciel Autocad® et conformément à la charte graphique du Sénat. Ces plans doivent notamment comporter le cartouche dont le modèle est remis par la maîtrise d'œuvre et qui fait apparaître, en particulier, la localisation de chaque plan, son numéro, son indice, le libellé de la modification, la date de cette modification et le nom du fichier informatique. Les plans sont transmis au maître d'œuvre par voie électronique sous formats .pdf et .dwg et sont accompagnés d'un bordereau d'envoi détaillé dans lequel il est fait mention de tous les destinataires.

Il appartient à chaque entreprise de tenir à jour un tableau de suivi des visas et de **faire en sorte que les observations formulées par le maître d'œuvre soient levées en totalité au plus tard sept jours calendaires après leur formulation, et avant tout commencement d'exécution des travaux concernés.**

Ce tableau, présenté chaque semaine au rendez-vous de chantier, doit pouvoir être produit à tout moment à la maîtrise d'œuvre sur simple demande.

5.4.2 Échantillons et prototypes

L'entrepreneur titulaire est tenu de fournir tous les échantillons de matériaux, les échantillons d'appareillage et les prototypes prévus par le CCTP dans le délai prescrit par ledit CCTP ou, à défaut, dans un délai maximal d'une semaine à compter de la demande d'échantillons ou de prototypes faite par la maîtrise d'œuvre. Les mêmes délais s'appliquent pour la présentation de nuanciers ou de tout autre document permettant le choix de l'Architecte en chef du Sénat, dès lors que ce choix est prévu par le CCTP ; en outre, ce choix ne donnera lieu à aucun supplément de coût.

En cas de refus de ses prototypes ou échantillons par la maîtrise d'œuvre, l'entreprise devra proposer une solution adaptée aux demandes de cette dernière, sans frais supplémentaires, dans les limites des dispositions techniques exposées au CCTP ; cette proposition s'effectuera dans des délais compatibles avec le planning d'exécution des travaux, le titulaire étant à défaut susceptible de se voir appliquer les pénalités et provisions de pénalités pour retard prévues par le présent CCAP.

Aucune commande de matériaux et/ou de matériel pour l'ouvrage définitif ne pourra être passée avant accord de la maîtrise d'œuvre sur les échantillons présentés.

Tout échantillon des différents matériels et/ou matériaux constituant l'installation doit être présenté au maître d'œuvre accompagné d'une fiche d'échantillons de matériel dûment

numérotée, d'une description détaillée, d'une documentation du fabricant et, le cas échéant, de l'avis technique correspondant. Il est établi une fiche par type de matériel.

Cette fiche inclut la désignation, la localisation, la marque, le type du matériel, les coordonnées du fournisseur et les caractéristiques principales.

En fin d'opération, cette fiche sera complétée par le résultat des essais effectués, les consignes de conduite et d'entretien. L'ensemble des fiches, complétées des notices « constructeur », des procès-verbaux d'essais, avis techniques et agréments divers, sera intégré au dossier des ouvrages exécutés.

5.5 Autocontrôle – Bons à fermer

5.5.1 Autocontrôle

Le titulaire est tenu de remettre à la maîtrise d'œuvre tous documents d'autocontrôle utiles à la constatation de la bonne exécution des ouvrages que celle-ci pourrait exiger.

5.5.2 Bons à fermer

Les travaux de fermeture des plafonds, gaines et autres ouvrages similaires ne pourront être exécutés qu'après émission par la maîtrise d'œuvre d'un « bon à fermer » attestant la réalisation des travaux non visibles dans l'état final (réseaux implantés en faux plafond et/ou en gaine technique...), au vu notamment des documents d'autocontrôle transmis par les entreprises concernées. Avant toute émission d'un « bon à fermer », les éléments suivants devront pouvoir être vérifiés par la maîtrise d'œuvre :

- exhaustivité de la position des réseaux (par comparaison des plans d'études et la réalisation) ;
- positionnement de l'ensemble des organes nécessitant une intervention ultérieure ;
- exhaustivité des besoins en trappes techniques ;
- repérage et identification des réseaux, équipements ;
- repérage et identification des calfeutrements ;
- tout autre élément permettant la finalisation des bons à fermer.

5.6 Accès au site

5.6.1 Circulation et autorisations d'accès

Seuls doivent être utilisés par les personnels de l'entreprise et de ses sous-traitants éventuels les parcours, accès et locaux qui leur auront été désignés. Il leur est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans d'autres locaux et circulations.

Les personnels d'exécution de chaque entreprise, ainsi que de leurs sous-traitants, devront formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, selon les formes et procédures retenues par le Sénat. Pour des

raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer. Par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-Travaux, cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel et devra être porté en permanence de façon visible.

S'agissant des personnels d'entreprises sous-traitantes, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de ces titres d'accès.

À l'expiration de leur période de validité, les titres d'accès doivent impérativement être restitués au Sénat, par lettre recommandée avec avis de réception ou en main propre contre décharge à un représentant de l'administration. Il en va de même des titres d'accès délivrés à des personnes qui cessent de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

5.6.2 Accès des véhicules et livraisons

La circulation et le stationnement des véhicules ne sont possibles qu'aux fins de livraison. Toute livraison s'effectue pendant les heures d'ouverture du Jardin du Luxembourg, annexés au présent CCAP.

Pour des raisons de sécurité, les demandes de stationnement et de circulation doivent être transmises à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins **au moins trois jours ouvrés à l'avance**. Ces demandes doivent préciser le nom, le prénom et la qualité des passagers, le motif de la demande (objet de la livraison), la date et l'heure d'arrivée du véhicule, ainsi que son numéro d'immatriculation. Ces demandes ne seront admises que sur validation expresse du Sénat.

Les impératifs du Sénat peuvent conduire à reporter ou annuler une livraison au dernier moment. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu, sans frais supplémentaires pour le Sénat, de programmer une nouvelle livraison.

L'accès au Jardin du Luxembourg n'est autorisé qu'aux véhicules non articulés, d'un poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 16 tonnes, et d'une dimension maximum de 2,50 mètres (largeur), 9 mètres (longueur) et 3,50 mètres (hauteur). Le titulaire doit respecter le plan des charges admissibles annexé au présent CCAP.

Les véhicules devront respecter l'itinéraire indiqué par le maître d'œuvre. Chaque titulaire fait son affaire de la livraison, de la manutention, du déballage, du montage et de l'installation des équipements. En aucun cas le titulaire ne recevra de l'aide de la part des services du Sénat pour ces opérations. Il assure en outre la reprise des emballages et le nettoyage éventuel des lieux.

5.7 Organisation du chantier

5.7.1 Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont présidées par la maîtrise d'œuvre.

Elles ont lieu sur convocation pendant la période de préparation de chantier.

Durant la période de chantier, les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine, sur site ou dans les locaux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Le jour, l'heure et le lieu en seront précisés en temps utile aux entrepreneurs.

L'entrepreneur titulaire est tenu d'assister à ces réunions ou, à défaut, de justifier de son absence avec un délai minimal de prévenance de 24 heures, sous peine des pénalités prévues à l'article 8 Pénalités ci-après.

5.7.2 Procès-verbal des réunions de chantier

Le procès-verbal des réunions de chantier est dressé par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

Les décisions du maître d'œuvre ou de la maîtrise d'ouvrage, consignées au procès-verbal, s'imposent au titulaire.

Sous peine de forclusion, il lui appartient de faire connaître par écrit, au plus tard le jour de la réunion suivante ou, si le procès-verbal n'est pas diffusé en temps utile, le surlendemain de sa diffusion, ses réserves ou observations sur le procès-verbal ainsi que les incidences financières éventuelles des décisions qui y sont consignées.

5.7.3 Tenue du planning

La Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins assure le suivi du planning de l'opération et le contrôle du respect des délais contractuels d'exécution par les entreprises.

À cet effet, les entreprises doivent lui communiquer en temps utile les éléments nécessaires, notamment leur planning d'approvisionnement.

5.7.4 Utilisation de la langue française

La langue parlée sur le chantier est le français exclusivement. L'entrepreneur titulaire doit donc s'assurer de la présence constante d'au moins un responsable pratiquant couramment cette langue et de sa capacité à bien transmettre et faire respecter à tout moment auprès de ses collaborateurs, sous-traitants et prestataires les consignes et demandes de la maîtrise d'œuvre, de la maîtrise d'ouvrage et de leurs représentants.

De même, toutes les pièces écrites doivent être rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français.

5.7.5 Échafaudages et moyens de levage

Le titulaire doit mettre en place, à ses frais, les échafaudages et moyens de levage qu'il juge utiles à la réalisation de ses prestations ainsi que les protections nécessaires, y compris toutes sujétions de remaniement.

Les échafaudages et moyens de levage seront soumis à l'agrément de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins et du coordonnateur SPS par la transmission préalable de schémas pendant la phase de préparation de chantier, puis à l'issue de leur installation et à l'occasion de toute modification éventuelle.

5.7.6 Permis de feu – Extincteurs

Des « permis de feu » doivent être délivrés, en amont des travaux, à toutes les entreprises dont les interventions comportent des « points chauds » (travaux générateurs d'étincelles ou de surfaces chaudes) ou produisent des émanations de poussières susceptibles d'activer les têtes de détection incendie.

Le « permis de feu » est établi par l'entreprise demandeuse et transmis à la maîtrise d'œuvre, avec un délai de prévenance minimal de 7 jours, pouvant être ramené à 2 jours en cas d'urgence dûment justifiée. Chaque local fait l'objet d'un permis spécifique.

L'entreprise doit respecter scrupuleusement les lieux, dates et horaires mentionnés dans le permis, sous peine de subir la pénalité prévue au marché en cas de manquement à la sécurité.

Elle doit prendre contact, au début et à la fin des travaux, avec le PC Sécurité (01 42 34 21 08 ou 01 42 34 32 07), disposer d'un extincteur plombé à proximité de sa zone d'intervention et afficher le « permis de feu » sur la zone de chantier.

En cas de travaux par « points chauds », l'entreprise est tenue de mettre fin à ses interventions au minimum deux heures avant le départ des compagnons. Une présence humaine de l'entreprise à proximité du « point chaud » doit être maintenue sur le site à tout moment, y compris à l'heure du déjeuner, pour surveiller le chantier et éviter un départ de feu en l'absence des ouvriers.

En fin de journée, un des compagnons doit attendre la ronde de « fin de chantier » du service de sécurité ; il ne peut partir que sur autorisation dudit service, celui-ci ayant préalablement constaté qu'il n'y a plus de points chauds et donc pas de risque de départ de feu.

Les travaux par « points chauds » sont interdits en dehors des horaires normaux de chantier, tels que définis à l'article 5.1 ci-dessus. Lorsqu'une dérogation à ce principe est nécessaire, elle doit être sollicitée au minimum une semaine à l'avance.

5.7.7 Dépôt de matériel et de matériaux

S'agissant de l'emplacement et de la surface mis à sa disposition pour entreposer des matériels et des matériaux, l'entrepreneur titulaire doit, sans pouvoir demander aucune indemnisation ou augmentation sur les prix soumissionnés, se conformer aux instructions qui lui sont données par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins

Les matériels et les matériaux doivent être évacués et/ou approvisionnés au fur et à mesure des besoins du chantier, **aucun stockage massif n'étant possible sur le site**. Le chantier doit rester propre quotidiennement. Les issues de secours doivent être en permanence dégagées.

Toutefois, en accord avec la maîtrise d'œuvre, et en tenant compte des contraintes de sécurité qui lui sont indiquées, l'entrepreneur titulaire peut, **après accord du Sénat**, entreposer dans les zones en cours de travaux ou à proximité.

Aucune surface autre que celles assignées ne pourra être utilisée comme lieu de stockage.

5.7.8 Base-vie

Une base-vie sera mise à disposition des ouvriers du chantier dans les locaux de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins au 64 *bis* boulevard Saint-Michel.

Les entreprises devront mettre à disposition de leurs ouvriers l'ensemble des protections (masques, gants, *etc.*) nécessaires à la lutte contre la propagation du Covid-19.

L'accès à la base-vie est règlementé par le Sénat. Les entreprises devront se soumettre aux règles édictées sans, par dérogation à l'article 5.3. du CCAG-Travaux, qu'elles puissent demander aucune compensation financière en cas d'évolution de ces règles.

En particulier, un système de rotation ou d'heures d'arrivée et de départ des ouvriers pourra être organisé.

L'utilisation de la base-vie comme dortoir est interdite.

Aucun local autre que ceux désignés par le maître d'œuvre ne peut faire office de vestiaire ou de réfectoire.

5.7.9 Nettoyage de chantier

Le titulaire devra assurer le nettoyage des lieux après chacune de ses interventions.

En cas de manquement d'un entrepreneur à ses obligations relatives au nettoyage de chantier, la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre le mettra en demeure de s'y conformer sans délai, à défaut de quoi le nettoyage des lieux pourra être confié à un tiers aux frais et risques du contrevenant, sans préjudice des pénalités prévues à l'article 8.3 du présent CCAP.

5.7.10 Gestion des déchets

Le titulaire aura la charge du ramassage, des manutentions, du tri éventuel et de l'évacuation de ses déchets et gravois, au fur et à mesure de leur production.

Afin d'assurer la traçabilité des déchets du chantier, y compris d'emballage, l'utilisation des bordereaux dédiés de suivi des déchets est obligatoire, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires applicables à la traçabilité des déchets dangereux. Ces bordereaux dûment remplis et signés contradictoirement par le titulaire et le(s) gestionnaire(s) des installations agréées ou autorisées de valorisation ou d'élimination des déchets sont remis au maître d'ouvrage. Un modèle de bordereau de suivi des déchets figure en annexe au présent CCAP.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations relatives à la gestion des déchets, le maître d'ouvrage pourra, en vertu de l'article L. 541-3 du code de l'environnement, après mise en demeure restée sans effet pendant dix jours (par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux), procéder d'office aux opérations de tri et d'enlèvement des déchets à ses frais et risques.

5.8 Opérations préalables à la réception – Réception

Les opérations préalables à la réception auront lieu dans les formes et conditions prévues au CCAG-Travaux. Toutefois, par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, la maîtrise d'ouvrage pourra faire procéder d'office, par le maître d'œuvre et après convocation du titulaire, aux opérations préalables à la réception, dès lors que les travaux seront achevés ou en voie d'achèvement et sans que le titulaire ait préalablement adressé l'avis prévu à l'article 41.1 du CCAG-Travaux.

À défaut de réception expresse, seule la prise de possession de l'ouvrage, assortie du paiement du solde des travaux, pourra faire présumer la volonté du maître de l'ouvrage de recevoir celui-ci. L'article 41.1.3 et le dernier alinéa de l'article 41.3 du CCAG-Travaux ne sont pas applicables.

Par dérogation à l'article 42.1 du CCAG-Travaux, il n'y aura lieu à une réception partielle que si le maître d'ouvrage entend prendre possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages avant l'achèvement de l'ensemble des travaux. Le maître d'ouvrage notifiera alors à l'entrepreneur son intention de prendre possession desdits ouvrages ou parties d'ouvrages et le convoquera pour procéder aux opérations préalables à la réception. Sous cette réserve, la réception partielle sera prononcée dans les formes prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux pour la réception. Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG-Travaux, le délai des garanties prévues à l'article 7.2 du présent CCAP commencera à courir à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux.

5.9 Documents fournis après exécution

Les documents mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux seront remis sur un support informatisé (clé USB) et, s'agissant des plans, dans un format compatible avec le logiciel Autocad®. Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprendra les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des équipements et les conditions de garantie des fabricants.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, dans le cas où le titulaire serait convoqué d'office aux opérations préalables à la réception dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 5.8 du présent CCAP, il lui appartiendrait de transmettre l'ensemble de ces documents dans le délai d'une semaine suivant cette convocation.

5.10 Sous-traitance

5.10.1 Généralités

En application de l'article 3.6 du CCAG-Travaux, le titulaire, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues au marché, doit préalablement demander à la Direction de

l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC4¹, dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité, le cas échéant ;
- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, etc.), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

5.10.2 Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché

Après la notification du marché, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses marches-apj@senat.fr, secretariat-apj@senat.fr et compta-apj@senat.fr, au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 bis boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni

¹ Ce formulaire peut être téléchargé à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

agrée ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

5.10.3 Modalités de paiement direct

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

Le titulaire joint à ses projets de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

6. MODIFICATIONS DE LA CONSISTANCE DES TRAVAUX

6.1 Travaux modificatifs et supplémentaires

Les travaux supplémentaires ou modificatifs éventuels seront prescrits par un ordre de service qui en fixera provisoirement le prix selon les modalités prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux. Ce prix sera réputé établi au mois zéro mentionné à l'article 3.2. du présent CCAP et révisable dans les conditions prévues au même article. S'agissant des natures d'ouvrage pour lesquelles la décomposition du prix global et forfaitaire du marché ne comprend aucun prix d'unité, il sera tenu compte, pour la fixation de leur prix et afin d'assurer une juste rémunération du titulaire, de l'évolution de l'index de référence mentionné audit article 3.2. entre le mois zéro et le mois de notification de l'ordre de service.

Conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux, le titulaire sera préalablement consulté sur le prix des travaux supplémentaires ou modificatifs éventuels. Il devra remettre à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins un devis détaillé au plus tard sept jours après la demande, ce délai pouvant être raccourci en cas d'urgence.

Le prix fixé par l'ordre de service prescrivant des travaux supplémentaires ou modificatifs deviendra définitif dans les conditions prévues à l'article 13.5. du CCAG-Travaux, soit en raison du silence du titulaire, soit par la voie d'un avenant. Cet avenant pourra modifier les conditions de variation du prix.

Les travaux supplémentaires devront faire l'objet d'attachements journaliers descriptifs et quantitatifs (et éventuellement photographiques) qui serviront de base au règlement.

6.2 Décision de poursuivre

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 14.4. du CCAG-Travaux.

L'entrepreneur titulaire est tenu d'informer au minimum trente jours à l'avance la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de la date probable à laquelle la masse des travaux exécutés atteindra le montant prévu par son offre. Le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins prend alors la décision de poursuivre ou non les travaux et la notifie à l'entrepreneur, dans un délai de 20 jours.

À défaut d'ordre écrit de poursuivre, les travaux qui seraient exécutés par l'entrepreneur titulaire au-delà de la masse initiale ne seront pas réglés.

6.3 Augmentation ou diminution du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.2.2. du CCAG-Travaux, le titulaire ne dispose de la faculté de refuser d'exécuter des travaux correspondant à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire, que si le montant des travaux concernés excède le cinquième du montant contractuel des travaux.

Il est rappelé que les stipulations des articles 14.3 et 15.1 du CCAG-Travaux relatives à l'indemnisation du titulaire en cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux ne s'appliquent qu'à la condition que celui-ci apporte la preuve que cette augmentation ou cette diminution lui a porté préjudice.

7. ASSURANCES ET GARANTIES

7.1 Assurances

7.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Conformément aux articles 8.1.3. et 35 du CCAG-Travaux, l'entreprise titulaire, ainsi que ses cotraitants et sous-traitants éventuels, doivent justifier d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Sénat, dans un délai de cinq jours, par dérogation à l'article 8.1.3. du CCAG-Travaux, à compter de la réception de la demande.

L'entreprise garantit le maître d'ouvrage contre tout recours émanant d'une personne ayant pu subir un préjudice du fait de l'entreprise à l'occasion de l'exécution de son contrat.

De plus, par dérogation à l'article 34.1. du CCAG-Travaux, elle aura la charge entière de tous dommages causés aux voies publiques.

Le Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins décide, au cas par cas, si la responsabilité du titulaire doit s'exprimer par réparation matérielle des dommages ou par un dédommagement financier.

7.1.2 Assurance couvrant la responsabilité décennale du titulaire

L'entrepreneur titulaire et, le cas échéant, ses cotraitants et sous-traitants éventuels, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties, qu'ils sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du code civil (assurance de responsabilité décennale).

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Sénat, dans un délai de cinq jours, par dérogation à l'article 8.1.3. du CCAG-Travaux, à compter de la réception de la demande.

7.2 Garanties

7.2.1 Garantie de parfait achèvement

Le titulaire est tenu à une garantie de parfait achèvement dans les conditions prévues à l'article 44 du CCAG-Travaux.

Les interventions demandées par le Sénat en application de l'article 44 précité ont lieu dans un délai maximum de 15 jours calendaires après courriel de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. À défaut d'intervention dans le délai imparti, et après mise en demeure, les interventions peuvent être réalisées aux frais et risques du titulaire.

7.2.2 Retenue de garantie

Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5 % du montant initial TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des éventuels avenants. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux de la retenue de garantie est fixé à 3 %.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du code de la commande publique. La substitution à la retenue de garantie d'une caution personnelle et solidaire sera refusée.

La retenue de garantie sera remboursée, ou les personnes ayant apporté une garantie de substitution seront libérées, dans les délais prévus aux articles R. 2191-35 et R. 2191-42 du code de la commande publique.

7.2.3 Garantie de bon fonctionnement

Suivant les principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil, le titulaire est tenu à une garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement autres que ceux qui font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

La durée de cette garantie de bon fonctionnement est fixée à deux ans à compter de la réception des travaux.

Cette garantie couvre les pièces, la main d'œuvre et le déplacement, et est mise en œuvre sur simple demande, dans un délai maximal de 15 jours calendaires après courriel de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. À défaut d'intervention dans le délai imparti, et après mise en demeure, les interventions correspondantes peuvent être réalisées aux frais et risques du titulaire.

7.2.4 Garantie décennale

Pendant les dix ans qui suivent la réception des travaux, dans le cadre de la garantie décennale, le titulaire demeure tenu de réparer les dommages survenus qui :

- compromettraient la solidité du bâti (par exemple, risque d'effondrement) ;
- ou qui rendraient les locaux impropres à l'usage auquel ils sont destinés (par exemple, défaut d'étanchéité, fissures importantes).

8. PÉNALITÉS

Les stipulations suivantes dérogent à l'article 19 du CCAG-Travaux.

8.1 Stipulations générales relatives aux pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités pour infractions diverses et les pénalités ou provisions pour pénalités de retard sont encourues du simple fait de leur constatation par la maîtrise d'œuvre ou par le maître d'ouvrage, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure le titulaire préalablement ou de l'inviter à présenter ses observations. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

En aucun cas l'entrepreneur titulaire ne peut, pour justifier ses retards ou ses manquements, invoquer le manque de renseignements ou d'instructions, l'obligation de les solliciter suffisamment à l'avance lui incombant.

Les pénalités ne sont pas dues pour les faits imputables au Sénat ou à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

8.2 Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard

8.2.1 Généralités

Les pénalités de retard pourront être appliquées à tout moment à compter de la constatation des retards.

Une provision pourra également être constituée en vue de l'application ultérieure éventuelle de telles pénalités ; il sera alors appliqué une retenue sur le montant du prochain acompte périodique à verser au titulaire, par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux. Cette provision peut être levée en tout ou partie si le retard est, en tout ou partie, rattrapé. Le bilan en est établi lors de la vérification de chacun des projets d'acompte mensuel ou au moment de l'établissement du décompte général.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux :

- le montant total des pénalités ou provisions pour pénalités de retard est plafonné à 30 % du montant total hors taxes du marché ;
- les pénalités de retard ne donnent lieu à aucune exonération en-deçà d'un certain montant, et sont intégralement dues au Sénat.

8.2.2 Provision pour pénalités et pénalités de retard lors de la préparation de chantier

Une absence de préparation ou une mauvaise préparation de chantier pouvant entraîner des retards importants dans l'exécution des travaux, une pénalité d'un montant de 150 € par jour

calendaire de retard pendant la phase de préparation de chantier par rapport au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux est applicable, sur simple constat de la maîtrise d'œuvre. À la fin de cette période, un procès-verbal sera dressé par la maîtrise d'œuvre, qui constatera l'état d'avancement de la préparation du chantier.

8.2.3 Provisions pour pénalités et pénalités de retard lors de l'exécution des travaux

Une tâche n'est considérée comme achevée que s'il est techniquement possible d'exécuter la tâche suivante. Il appartient donc au titulaire de mettre en œuvre, à ses frais, tous les moyens permettant le démarrage de la tâche suivante.

Lorsque le calendrier d'exécution des travaux n'est pas respecté, une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard et par tâche est applicable à l'entreprise défaillante.

Sont également encourues :

- en cas de retard dans la présentation de tout document d'exécution, échantillon ou prototype, une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard et par document ;
- en cas de retard dans la levée des observations émises par le maître d'œuvre sur les documents remis par l'entreprise, à l'expiration du délai prévu à l'article 5.4.1 du présent CCAP, une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard et par document ;
- en cas de retard dans la remise d'un devis pour travaux modificatifs ou supplémentaires, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par devis.

8.2.4 Provisions pour pénalités et pénalités de retard lors de la phase de réception des travaux

En cas de retard dans la remise des documents que le titulaire est tenu de fournir après l'exécution des travaux (dossier des ouvrages exécutés, documents nécessaires à l'élaboration du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, etc.), le titulaire encourra une pénalité d'un montant maximal de 50 € par jour calendaire de retard.

En cas de retard dans l'exécution des travaux nécessaires à la levée des réserves émises à la réception, le titulaire encourra une pénalité d'un montant maximal de 300 € par jour calendaire de retard. Les délais d'exécution sont ceux indiqués dans la décision de réception.

8.3 Pénalités particulières

Sans préjudice des pénalités pour retard prévues ci-dessus, les pénalités particulières suivantes (montants maximum en euros, par jour calendaire et/ou par infraction) sont applicables, dans le cas où les prescriptions du présent marché ne seraient pas observées :

- manquement à la sécurité des personnes (travaux dangereux pour les compagnons, les personnels et visiteurs du Sénat ; non-respect des itinéraires prescrits ; non-restitution de titre d'accès, etc.) ou des biens, manquement à la réglementation du travail 1 500 €
- défaut de permis de feu ou de moyen de lutte contre l'incendie..... 1 500 €
- manquement aux obligations de confidentialité, de réserve et de discrétion1 500 €

- travaux réalisés par un sous-traitant non déclaré..... 1 500 €
- manquement à l'obligation de protection des données à caractère personnel prévue par l'article 5.2. du CCAG-Travaux..... 500 €
- défaut de nettoyage de chantier 300 €
- absence d'un responsable qualifié de l'entrepreneur titulaire (en cas de sous-traitance)...
..... 300 €
- absence injustifiée du chargé d'affaires lors des rendez-vous de chantier..... 300 €
- refus d'obtempérer à une injonction de la maîtrise d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS 300 €
- non-respect d'une autre prescription du marché (par exemple : non-enlèvement de gravois, etc.) 150 €
- défaut de dépôt des projets de décomptes sur la plateforme EDIFLEX dans le délai imparti 50 €
- non-respect de la charte graphique du Sénat et/ou de la charte graphique des réseaux du Sénat 50 €

9. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE EN CAS DE DOMMAGES

En cas de dommages causés aux biens du Sénat par le titulaire à l'occasion de l'exécution du marché, le Sénat décidera s'ils doivent être réparés en nature ou par l'allocation de dommages-intérêts.

Une attention particulière devra être portée à la protection des végétaux du Jardin du Luxembourg. Les produits susceptibles de polluer les sols sont bannis. Les livraisons et interventions sur site devront mettre en œuvre tout moyen adapté (protections, précautions...) afin de prévenir les potentiels dommages. **En cas de dommages causés aux arbres du Jardin, le montant des dommages-intérêts dus par le titulaire sera calculé suivant le barème d'indemnisation annexé au présent CCAP.**

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-Travaux, en cas de dégradation causées sur les voies publiques, leur réparation est intégralement à la charge du titulaire.

10. RÉSILIATION, MESURES COERCITIVES

10.1 Résiliation

Le marché peut être résilié par le Sénat dans les cas et conditions définis au chapitre 7 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 49.1 et au premier alinéa de l'article 50.4. du CCAG-Travaux, à aucune indemnité de résiliation.

10.2 Mesures coercitives

Le présent article déroge ou apporte les précisions suivantes à l'article 52 du CCAG-Travaux dont les stipulations, pour le reste, demeurent inchangées.

À l'exception des cas prévus aux articles 13.6, 14.2.2, 14.4 et 50.2.1 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire dans un délai raisonnable, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, ce délai peut être inférieur à quinze jours, notamment en cas d'urgence ou lorsque le titulaire accuse, à la date de la mise en demeure, un retard d'exécution au moins égal à cette durée de quinze jours.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre l'exécution des travaux par ses propres moyens, aux frais et risques du titulaire, sans préjudice des autres facultés dont il dispose en application de l'article 52.2 du CCAG-Travaux. La décision de mise en régie est notifiée à celui-ci. Les stipulations de l'article 52.3 sont applicables, *mutatis mutandis*.

La décision de mise en régie ou celle de poursuite des travaux par un tiers, le cas échéant aux frais et risques du titulaire, peut porter sur tout ou partie des prestations dues par celui-ci.

En cas de résiliation du marché aux frais et risques du titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose également de la faculté d'achever les travaux par ses propres moyens, à moins qu'il ne préfère passer un marché avec un autre opérateur économique. Les excédents de dépenses qui en résultent sont à la charge du titulaire. Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le décompte général du marché résilié n'est alors notifié au titulaire qu'après l'achèvement des travaux.

11. ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de contestation ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent contrat, le tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy - 75004 Paris) est seul compétent.

En cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

12. CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

13. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles du présent cahier des clauses administratives particulières désignés ci-après sont apportées aux articles suivants du CCAG-Travaux :

Article du CCAG-Travaux auquel il est dérogé	Article du CCAP portant stipulations dérogatoires
3.2.2, 3.8.2, 18.1.1 et 28.2.3 (computation des délais ; ordres de service ; délais d'exécution ; calendrier d'exécution)	1.4. (durée et délais)
3.8.1 et 3.8.2 (ordres de service)	1.6. (ordres de service)
4.1. et 4.2. (priorité des pièces et pièces à remettre)	2 (pièces constitutives du marché)
9.4.4 (révision des prix)	3.2.1 (mois d'établissement des prix) 3.2.3 (modalités de révision du prix)
12.3 et 12.4 (décompte général et définitif)	3.4.2 (demande de paiement finale - décompte général et définitif)
7.2 (protection de l'environnement, sécurité, santé)	4.1 (obligation de l'entrepreneur titulaire)
5.1 (confidentialité)	4.3 (obligations de confidentialité, réserve et de discrétion)
5.3 (mesures de sécurité)	5.6.1 et 5.7.8 (accès au site ; base-vie)
37.2 (gestion des déchets)	5.7.10 (sanction des obligations en matière de gestion des déchets)
41, 42.1 et 42.3 (réception)	5.8 (opérations préalables à la réception – réception)
40 (documents fournis après exécution)	5.9 (documents fournis après exécution)
14.4 (décision de poursuivre)	6.2 (décision de poursuivre)

Article du CCAG-Travaux auquel il est dérogé	Article du CCAP portant stipulations dérogatoires
14.2.2 (augmentation du montant des travaux)	6.3 (augmentation du montant des travaux)
8.1.3 et 34.1 (assurances et dégradations causées aux voies publiques)	7.1 (assurances)
44.1 (garanties contractuelles)	7.2.1 (garantie de parfait achèvement)
19, 19.2.4, 12.2.1 et 19.2 (pénalités, acomptes mensuels)	8 (pénalités de retard, provisions pour pénalités de retard, pénalités particulières)
49.1 et 50.4 (résiliation pour motif d'intérêt général)	10.1 (résiliation)
12.4.2 et 52.1 (décompte général ; mesures coercitives)	10.2 (mesures coercitives)

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
- Annexe 2 : Horaires d'ouverture du Jardin du Luxembourg
- Annexe 3 : Règlement du Jardin du Luxembourg
- Annexe 4 : Plan des circulations et des surcharges admissibles au-dessus des constructions souterraines (Palais du Luxembourg et dépendances)
- Annexe 5 : Barème d'indemnisation en cas de dommages causés aux arbres du Jardin du Luxembourg
- Annexe 6 : Modèle de bordereau de suivi des déchets non dangereux

ANNEXE 1

—

Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

ANNEXE 2

—

Horaires d'ouverture du Jardin du Luxembourg

ANNEXE 3

—

Règlement du Jardin du Luxembourg

ANNEXE 4

—

Plan des circulations et des surcharges admissibles au-dessus des constructions souterraines (Palais du Luxembourg et dépendances)

ANNEXE 5

—

Barème d'indemnisation en cas de dommages causés aux arbres du Jardin du Luxembourg

ANNEXE 6

Bordereau de suivi des déchets de chantier

Déchets non dangereux

Bordereau n°

1. Maître d'ouvrage :

Dénomination du maître d'ouvrage :

Adresse :
.....

Tél :

Fax :

Courriel :

Responsable

Nom du chantier :

Adresse :
.....

Tél :

Fax :

Courriel :

Responsable

2. Entreprise (à remplir par le titulaire):

Raison sociale de l'entreprise / Nom de l'entrepreneur titulaire individuel :
.....

Adresse :

Tél :

Fax :

Courriel :

Responsable

Désignation du déchet : (Nomenclature Article Annexe II de l'article R. 541-8)
.....

Type de contenant :

Numéro :

Unité :

Capacité :

Taux de remplissage : [] ½ [] ¾ [] plein

Destination du déchet :

[] Centre de tri

[] Centre de transfert

- ☐ Valorisation matière
☐ Incinération (UIOM)
☐ Centre de stockage de classe 2
☐ Centre de stockage de classe 3
☐ Autre :

3. Collecteur – Transporteur (à remplir par le collecteur - transporteur) :

Raison sociale du collecteur / Nom de l'entrepreneur titulaire individuel :
.....
Adresse :
.....
Tél :
Fax :
Courriel :
Nom du chauffeur :
Date :
Cachet :
Visa :

4. Eliminateur (à remplir par le destinataire – éliminateur) :

Raison sociale de l'éliminateur / Nom de l'entrepreneur titulaire individuel :
.....
Adresse du lieu de traitement :
.....
Quantité reçue :
Unité :

Qualité du déchet :

- ☐ Bon
☐ Moyen
☐ Mauvais
☐ Refus de la benne : motif :
.....

Date :
Cachet :

Visa :

Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur

- *exemplaire n° 1 à conserver par le titulaire*
- *exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur*
- *exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur*
- *exemplaire n° 4 à retourner dûment complété au maître d'ouvrage*